

Questions orales

[Français]

LA FISCALITÉ

M. Jacques Tétreault (Laval-Centre): Monsieur le Président, il existe au Québec, depuis quelques années, un mouvement appelé l'Alliance pour la justice fiscale. Ce mouvement vise entre autres objectifs à obtenir la justice et l'égalité fiscale pour toutes les personnes et toutes les familles du Québec; à rassembler les personnes, les couples, les familles et autres partageant le même objectif de promotion de la qualité de vie; à veiller à ce que soit respecté pour tous le droit de choisir l'état civil sous lequel ils veulent vivre, sans discrimination fiscale ou économique.

Dans un bulletin récent, l'Alliance posait la question suivante: «La fiscalité favorise-t-elle les couples mariés?» Le dossier fiscal des dernières années a démontré que la solution gagnante était le divorce, suivi de près par l'union libre où les deux conjoints travaillent. Cette même étude a démontré que l'écart s'accroît entre les différents états civils, d'année en année, au niveau fédéral.

En conclusion, l'Alliance demande qu'à revenus égaux et à charges égales, tous les contribuables et toutes les familles soient traités de la même façon, en tenant compte de leurs charges réelles, peu importe leur état civil.

Monsieur le Président, je partage ces objectifs et je m'engage à en favoriser la réalisation.

QUESTIONS ORALES

[Français]

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

Mme Sheila Finestone (Mount Royal): Monsieur le Président, comme nous, pendant plusieurs mois, le gouvernement du Québec a imploré le gouvernement fédéral d'exempter les livres de la TPS. Comme nous, il s'est heurté à un mur de briques. Hier, réalisant qu'il avait fait une grave erreur en imposant lui aussi une taxe sur les livres, le gouvernement du Québec a révisé sa position et finalement ne taxera pas les livres, la lecture non plus.

Est-ce que le premier ministre est prêt à nous dire aujourd'hui, ici même, qu'il entend suivre l'exemple du Québec, suivre l'avis de milliers de Canadiens, de l'Est à

l'Ouest, et annoncer que les livres seront désormais exemptés de la TPS?

Des voix: Bravo!

• (1420)

L'hon. Marcel Masse (ministre des Communications): Monsieur le Président, en matière de taxation, le gouvernement a décidé d'avoir une large assiette fiscale pour avoir un pourcentage moins élevé. Le gouvernement reconnaît, particulièrement depuis quelques années, les difficultés rencontrées par le secteur des industries culturelles en général et le secteur de l'édition en particulier. Le premier ministre a exprimé sa sympathie envers les difficultés vécues par le monde de l'édition et le gouvernement est prêt, au fur et à mesure, à analyser la situation et à apporter des réponses ponctuelles.

Mme Sheila Finestone (Mount Royal): Des actions ponctuelles s'imposent maintenant et le ministre le sait fort bien, tout comme le premier ministre d'ailleurs!

[Traduction]

À Vancouver, le premier ministre a dit qu'il réexaminait la possibilité de taxer des livres comme la Bible et le Coran, par exemple. L'extrait télévisé en parle; le premier ministre n'est peut-être pas d'accord avec le réseau de télévision et je ne peux pas l'en blâmer. Nous ne pouvons pas le blâmer, car nous sommes chaque jour de plus en plus préoccupés par les problèmes croissants d'analphabétisme et de ses répercussions sur notre économie et sur notre compétitivité internationale. Nous nous inquiétons également du sentiment d'isolement de ceux qui ne savent pas encore lire.

Les ministres des Finances et des Communications ont dit. . .

M. le Président: Je demanderais à la députée de poser sa question.

Mme Finestone: Les ministres m'ont dit qu'ils cherchaient d'autres moyens de financer le secteur de l'édition, ce que le ministre vient de reconnaître, et ce qui démontre également que le gouvernement cause du tort à ce secteur.

M. le Président: La députée commence à faire un discours. Je lui demanderais de poser sa question.

Mme Finestone: Le ministre va-t-il retirer immédiatement la taxe sur les livres et publications?

[Français]

L'hon. Marcel Masse (ministre des Communications): Monsieur le Président, en parlant de lecture, je pense que la députée de Mount Royal devrait lire exactement